

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 13 juin 2024

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), en mai 2024, le taux d'inflation globale aurait accéléré de seulement 0,04 point, à 4,7 % g.a

LE CHIFFRE A RETENIR

4,7 %

Inflation globale
enregistrée en mai 2024

L'inflation sous-jacente, qui exclut les biens et services dont les prix sont les plus volatiles, à l'instar de l'énergie et des produits alimentaires, se serait établie à 4,2 % g.a. le mois dernier, contre 4,4 % en avril, soit son niveau le plus bas depuis avril 2021.

L'inflation non sous-jacente a quant à elle continué d'accélérer, s'établissant à 6,2 % en mai, contre 5,5 % g.a. en avril, tirée par les fruits et légumes (+ 18,6 % g.a.) et l'énergie (+4,2 % g.a.).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), en mai 2024, le taux d'inflation globale aurait accéléré de seulement 0,04 point, à 4,7 % g.a. L'inflation sous-jacente, qui exclut les biens et services dont les prix sont les plus volatiles, à l'instar de l'énergie et des produits alimentaires, se serait établie à 4,2 % g.a. le mois dernier, contre 4,4 % en avril, soit son niveau le plus bas depuis avril 2021. L'inflation non sous-jacente a quant à elle continué d'accélérer, s'établissant à 6,2 % en mai, contre 5,5 % g.a. en avril, tirée par les fruits et légumes (+ 18,6 % g.a.) et l'énergie (+4,2 % g.a.).

Suite aux élections présidentielles du 2 juin, le peso mexicain s'est déprécié de 8 % face au billet vert. Ce jeudi 13 juin, le change s'établissait à 18,4 MXN / USD, un niveau non atteint depuis le T1 2023. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2024, le peso mexicain a oscillé dans une fourchette comprise entre 16,3 MXN/USD et 18,4 MXN/USD

De janvier à mai 2024, le Ministère de l'Economie aurait enregistré 127 annonces publiques d'investissements directs étrangers (IDE) à destination du Mexique pour un montant total de 39,2 Mds USD, soit 3 Mds USD de plus que l'an dernier à la même période. Parmi ces annonces figureraient entre autres celles de: (i) l'entreprise dominicaine *Evergo*, qui prévoirait un investissement de 200 M USD dans le secteur de l'énergie; (ii) l'entreprise étatsunienne *LT Precision* pour 143 M USD dans l'industrie sidérurgique; et (iii) l'entreprise japonaise *Daikin* pour 122 M USD dans la fabrication de climatiseurs. Au total, le secteur manufacturier concentrerait 56 % des annonces avec notamment (i) les boissons (48 %); (ii) les pièces détachées automobiles (16 %); (iii) le fer et l'acier (12 %); et (iv) les automobiles (9 %).

En avril 2024, les exportations mexicaines vers les Etats-Unis auraient atteint 43,7 Mds USD, soit une augmentation de 13 % g.a. Le Mexique accaparerait 16 % des importations étatsuniennes (soit 1 pp de plus qu'au T4 2023), affirmant ainsi sa position de premier partenaire commercial de son voisin nord-américain. Par ailleurs, le Mexique serait le second client des Etats-Unis en avril, recevant sur la période 29,4 Mds USD d'exportations étatsuniennes, soit une augmentation de 18,2 % g.a.

En avril 2024, les transferts de fonds de migrants (« remesas ») auraient atteint 5,4 Mds USD selon la Banque Centrale du Mexique (Banxico). Le montant moyen des *remesas* serait de 403 USD sur la période. Malgré la persistance de ces envois en volume, leur valeur diminue ces derniers mois en raison de l'appréciation du peso par rapport au dollar.

Finances publiques

La Banque Mondiale aurait approuvé un nouveau financement d'1 Md USD à destination du gouvernement mexicain, promouvant notamment des politiques d'inclusion financière afin de soutenir le *nearshoring*. Il s'agirait du premier financement demandé par le Mexique contribuant à promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes rurales ainsi que l'adaptation et la résilience au changement climatique. En effet, compte tenu de la vague d'investissements que connaît le Mexique, le renforcement des normes ESG (environnemental, social et gouvernance) serait nécessaire afin de répondre aux critères exigés par les économies plus avancées. Les deux objectifs principaux de ce nouveau prêt seraient de (i) faciliter l'accès au financement pour les micros entreprises et les PME ; et (ii) améliorer le cadre politique pour la finance durable à travers une assistance technique. Au total, le Mexique compterait 6 prêts actifs avec la Banque Mondiale pour 3,9 Mds USD afin de promouvoir une croissance durable et inclusive.

La lutte contre le changement climatique représenterait 2,6 % des dépenses publiques approuvées pour 2024. Au cours du T1 2024, 53 % du budget alloués à l'adaptation au changement climatique aurait été dépensé, soit un montant de 930 M EUR alors que le budget consacré aurait augmenté de 19 % g.a.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 13/06/2024
Bourse (IPC)	-2,64%	-2,93%	52 975,89 points
Change MXN/USD	4,22%	+8,3%	18,75
Change MXN/EUR	3,42%	+7,61%	20,26
Prix du baril mexicain	6,42%	+18,94%	72,63

Amérique centrale

Costa Rica

Selon l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC), l'inflation aurait enregistré une variation de **-0,33 % g.a. en mai 2024**. Il s'agirait du 12ème mois en territoire négatif, en dessous de la fourchette cible de la Banque centrale.

Selon la Banque centrale du Costa Rica, les impôts et taxes liées à l'environnement génèreraient **10 % des recettes fiscales du pays**. Cela représenterait environ 1,8 Md USD en 2023. La tendance cumulée de ces dernières années montre que le niveau d'exigences environnementales des politiques est plus élevé au Costa Rica, même par rapport aux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), avec un apport fiscal d'environ 2,3 % du PIB pour les recettes liées à l'environnement (pour la période 2006-2023), supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE située à 1,6 %.

El Salvador

Nayib Bukele aurait affirmé avoir, depuis son arrivée à la présidence, augmenté la **capacité géothermique du pays de 10%**. Cette hausse correspondrait au recyclage de la vapeur d'eau dans un cycle binaire et ce, grâce aux volcans. Sans donner plus d'informations sur son fonctionnement ni sur l'investissement réalisé, le président aurait déclaré vouloir augmenter la capacité des centrales géothermiques et limiter l'importation d'hydrocarbures.

Le gouvernement salvadorien aurait signé un accord de financement avec l'Arabie Saoudite pour la construction d'une centrale électrique. Pour un montant de 83 M USD, la capacité de la centrale devrait être de 5,4 MW, intégrant trois technologies : 1,7 MW de biogaz, 0,5 MW de centrale hydroélectrique et 3,2 MW d'énergie photovoltaïque. Cet accord est le premier signé entre les deux pays après l'ouverture il y a un mois de l'Ambassade du Salvador en Arabie Saoudite.

Guatemala

L'aéroport international de La Aurora devrait bénéficier d'un investissement de **100 M USD**. Selon le ministère des communications et des infrastructures, ce portefeuille permettrait de réaliser des travaux de réhabilitation estimés entre trois et cinq années. La procédure pour un appel d'offres pour l'achat de services de climatisation aurait par ailleurs déjà été lancée.

L'OEA et l'UE auraient renouvelé leur coopération jusqu'en 2027 pour la médiation du conflit entre le Guatemala et le Belize. Doté d'un budget de 3,2 M USD, l'accord devrait permettre d'assurer la résolution d'incidents et de soutenir des projets de développement communautaire. Bien que Le Belize soit un Etat indépendant depuis 1981 et que le Guatemala l'ait reconnu en 1991, ce dernier n'aurait jamais accepté ses frontières. 11 000 km² seraient revendiqués, soit près de la moitié du territoire bélizien.

Les exportations et les importations auraient respectivement chuté de 9,3 % g.a. et 5,6 % g. a. en 2023. Selon le Ministère de l'économie, la balance commerciale totale aurait été négative de 5,8 Mds USD. Les exportations auraient atteint 4,3 Mds USD tandis que les importations se seraient élevées à 10,1 Mds USD. La Banque Centrale expliquerait cette baisse par la diminution des échanges avec les Etats-Unis, principal partenaire commercial du pays.

Honduras

Le Honduras aurait signé ses premiers contrats de vente de crevettes avec la Chine. Avec le soutien de l'ambassadeur hondurien, l'entreprise *CamarSur* aurait signé deux contrats avec les entreprises *Chinatex* et *China Ctexic Corporation*. Cette annonce fait suite à la rupture des relations diplomatiques du pays avec Taiwan fin mars 2024. Le Honduras serait le plus grand producteur de crevettes d'élevage d'Amérique centrale, avec 44 % de la production de la région. En 2023, son exportation aurait dépassé les 260 M USD, soit 2,5 % des exportations totales du pays.

Selon le secrétariat au développement économique hondurien, l'Inde souhaiterait investir dans des projets d'infrastructures, de mobilités et d'énergie solaire pour un montant total de 10 Mds USD. En 2023, le Honduras aurait exporté 33 M USD vers l'Inde et importé de ce même pays pour 279 M USD.

Nicaragua

Le Nicaragua et l'Arabie Saoudite auraient signé un accord de prêt de 90 M USD pour la construction d'un hôpital. Situé à Las Minas, le projet « *Carlos Centeno* » devrait avoir une superficie de 25 000 m² et une capacité de 300 lits médicaux selon le ministère nicaraguayen des finances.

Le Nicaragua souhaiterait intégrer officiellement les BRICS. Dans le cadre du Forum économique international se tenant en Russie à Saint-Petersbourg, le pays a exprimé sa volonté d'être membre des BRICS, qui inclut pour l'instant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Égypte, les Emirats Arabes Unis, l'Ethiopie et l'Iran. Selon Gutiérrez, cette intégration permettrait de développer des liens commerciaux plus forts notamment avec la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud.

Panama

Selon le Ministère du Commerce et des Industries (MICI), au T1 2024, les exportations panaméennes se seraient élevées à 283,3 M USD, soit une hausse de 1,7 % g.a. Avec le retrait du cuivre de l'offre exportatrice panaméenne, les bananes auraient repris la position de principal produit panaméen vendu à l'étranger avec 41 M USD (12 % des exportations), suivies par les (i) crevettes congelées (10 %) ; (ii) le sucre de canne (9 %) ; (iii) le teck brut (6 %) ; (iv) les déchets de fer ou d'acier (5 %) ; (v) les médicaments antihistaminiques et antipyrétiques (4 %) ; (vi) les pastèques fraîches (3 %), (vii) l'huile de palme brute (3 %) et (viii) le rhum (2 %).

Le Fonds d'épargne du Panama (FAP) aurait clôturé le premier trimestre 2024 avec un bénéfice brut de 31,3 M USD, principalement en raison d'une performance positive du marché boursier. Actuellement, le portefeuille du FAP se répartirait comme suit : (i) 40 % en titres à revenu fixe de qualité ; (ii) 16,5 % en actions d'entreprises ; (iii) 35 % en actifs liquides de courte durée ; (iv) 4 % en obligations à haut rendement et (v) 5 % en investissements alternatifs. Au total, 82 % des investissements seraient concentrés aux États-Unis, 6 % en Europe et en Asie, tandis qu'en Océanie et en Amérique latine, ces pourcentages tomberaient à 3 % chacun.

Le Panama et l'UE auraient étendu leur coopération dans le domaine des politiques climatiques et de la transition verte par le biais d'un second plan d'action pays Euroclima (PAP2) présenté le 22 mai 2024. Euroclima, le programme phare de l'UE pour l'action verte et climatique dans 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, aurait alloué 1,7 M EUR pour les nouvelles actions à mettre en œuvre au cours de la période 2024-2026, par 4 agences de mise en œuvre (AECID, Expertise France, FIIAPP, GIZ) et avec la coopération bilatérale du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). En conséquence, l'UE, le gouvernement du Panama et les agences de mise en œuvre du programme auraient convenu d'actions prioritaires dans les trois domaines suivants : (i) le financement de la lutte contre le changement climatique ; (ii) l'adaptation du bassin du canal de Panama et (iii) la transition énergétique.

Caraïbes

Bahamas

Selon le gouvernement bahamien, les revenus d'emprunt auraient atteint 973,2 M USD en janvier 2024, les emprunts en devises étrangères et en dollars bahamiens représentant respectivement 51 % et 49 %. « Au cours du mois de référence, l'encours de la dette du gouvernement central a augmenté d'environ 187,8 M USD », indique le rapport. L'ampleur des emprunts en devises étrangères serait largement due à une "ligne de crédit commercial de 500 M USD qui a bénéficié d'une garantie basée sur la

politique de première perte fournie par la Banque interaméricaine de développement (BID)".

Selon le ministère des Finances, les mois de janvier et février 2024 font tous deux états d'un recul de la performance budgétaire par rapport aux mêmes mois de 2023. Les données préliminaires sur le résultat budgétaire pour janvier 2024 ont montré un déficit estimé à 46 M USD, par rapport à un modeste excédent de 3 M USD un an plus tôt. Ce résultat reflèterait une augmentation de 27 % (71 M USD) des dépenses atteignant 335 M USD, insuffisamment compensée par l'augmentation de 8 % (22 M USD) des recettes atteignant 289 M USD.

Selon la Banque centrale (CBOB), la contribution du secteur des services financiers aux recettes publiques aurait augmenté de 7 % en 2023, pour atteindre 178 M USD par le biais de taxes et de droits. Le secteur des services financiers des Bahamas jouerait un rôle crucial dans l'économie, contribuant à hauteur de 10 à 15 % au produit intérieur brut (PIB) du pays, ce qui en fait le deuxième contributeur le plus important de l'économie. Selon la CBOB, les données d'enquête du secteur des services financiers des Bahamas suggèrent une augmentation des dépenses et de la contribution à l'emploi au sein de l'économie bahamienne, concentrée dans les activités d'intermédiation domestique.

Les Bahamas seraient toujours confrontés à des risques financiers significatifs étant donné qu'ils doivent rembourser 900 M USD de prêts en devises étrangères au cours des deux prochaines années, a averti un prêteur multilatéral. La Banque interaméricaine de développement (BID), dans son dernier Bulletin trimestriel des Caraïbes publié hier, a révélé que cette somme exclut à la fois les émissions d'obligations extérieures et les coûts du service de la dette, suggérant que le gouvernement pourrait encore rencontrer des "difficultés" si le marché financier mondial et les conditions fiscales se retournaient contre lui.

Cuba

Dans le cadre du Forum économique international de Saint-Pétersbourg, le Fonds russe d'investissement direct (RDIF) investirait plus de 11 M USD dans le secteur de la biotechnologie à Cuba. L'investissement, qui pourrait doubler dans les prochaines années, serait destiné au développement des médicaments innovants contre les maladies gériatriques et oncologiques. Le partenaire cubain serait le groupe pharmaceutique *BioCubaFarma*, le principal acteur de la stratégie cubaine de développement du secteur biotechnologique. Ce conglomérat réunirait 46 entreprises, dont 33 situées à Cuba et 13 à l'étranger. Il jouerait un rôle important aussi bien sur le plan national que sur le plan extérieur avec une forte internationalisation des entreprises (plus de 2000 brevets déposés à l'étranger et des exportations vers 74 pays).

Jamaïque

Selon la Banque interaméricaine de développement (BID), les performances économiques de la Jamaïque continueraient de dépendre de sa capacité à réduire la dette publique. Le pays continuerait de dépasser les attentes en termes de rythme et de profondeur de la consolidation budgétaire. *"Ces progrès vers la modernisation des institutions et la viabilité des finances publiques seront cruciaux pour les espoirs du pays de parvenir à une croissance plus rapide et plus inclusive dans les décennies à venir"*, indique la BID, soulignant la *"formidable transformation"* de la Jamaïque au cours de la dernière décennie.

République Dominicaine

Selon la Surintendance des Banques, entre 2020 et 2024, le nombre de municipalités en République dominicaine considérées comme des « déserts bancaires », c'est-à-dire dépourvues d'agences, de distributeurs automatiques de billets et de sous-agents bancaires, serait passé de 11 à 1. En 2023, la création de points d'accès aux services bancaires aurait suivi la tendance de la dernière décennie, période au cours de laquelle les déserts bancaires ont été réduits de 20 (fin 2015) à 2 (fin 2023). Entre 2015 et 2023, la population sans accès aux services bancaires serait passée de 130 000 à seulement 13 000 personnes, soit une réduction de 90 %. Cela contribuerait considérablement à l'inclusion financière de l'ensemble de la population. En effet, les déserts bancaires rendent plus difficile l'accès à des comptes d'épargne ou des prêts, poussant la population à s'en remettre au secteur informel, qui génère des coûts et des risques plus élevés pour les utilisateurs.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

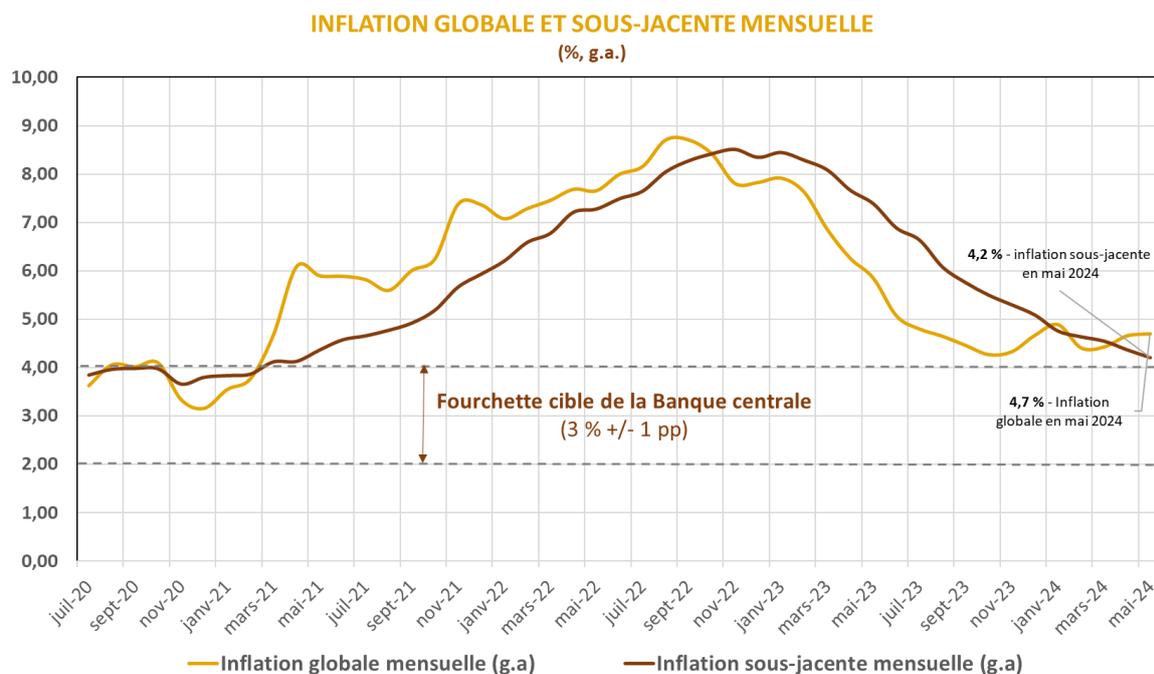
Les agriculteurs et les entrepreneurs de Saint-Vincent-et-les-Grenadines et de 7 autres pays des Caraïbes bénéficieront du projet régional de 6,7 M EUR financé par le Canada en faveur des systèmes alimentaires et l'agriculture intelligente face au climat dans les Caraïbes, officiellement lancé le 3 juin 2024 à la Maison des Nations Unies à la Barbade. Le projet régional, annoncé par le Premier ministre Justin Trudeau lors du Sommet Canada-CARICOM en octobre 2023, contribuera à améliorer les moyens de subsistance des femmes et des jeunes dans les chaînes de valeur de l'agriculture résiliente au climat dans les Caraïbes.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	11%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

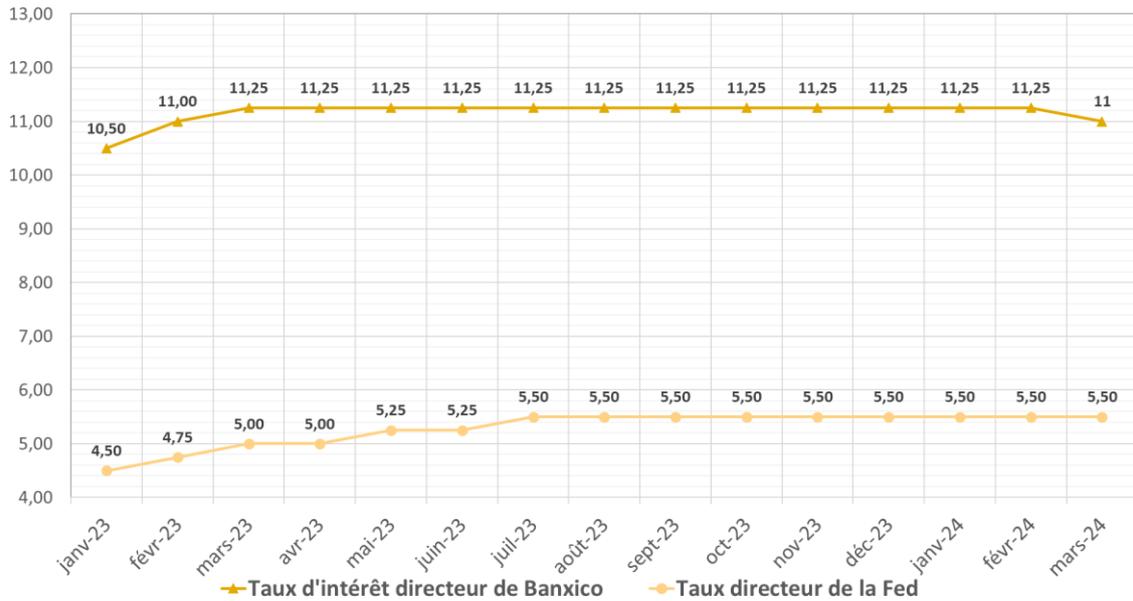
– Annexe Graphique Mexique –

Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



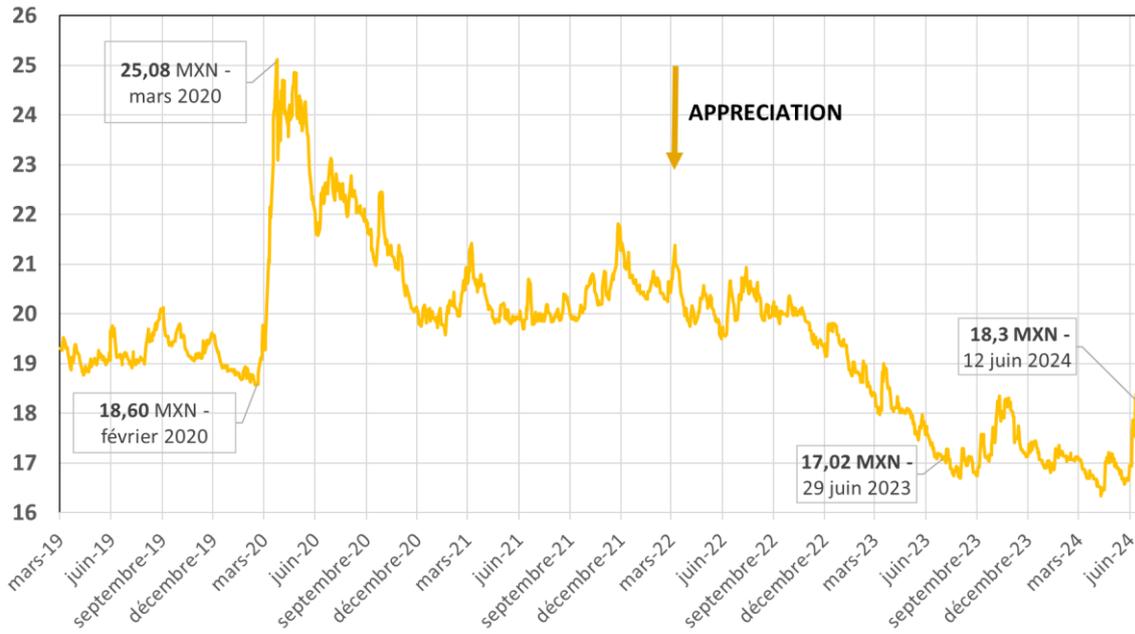
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

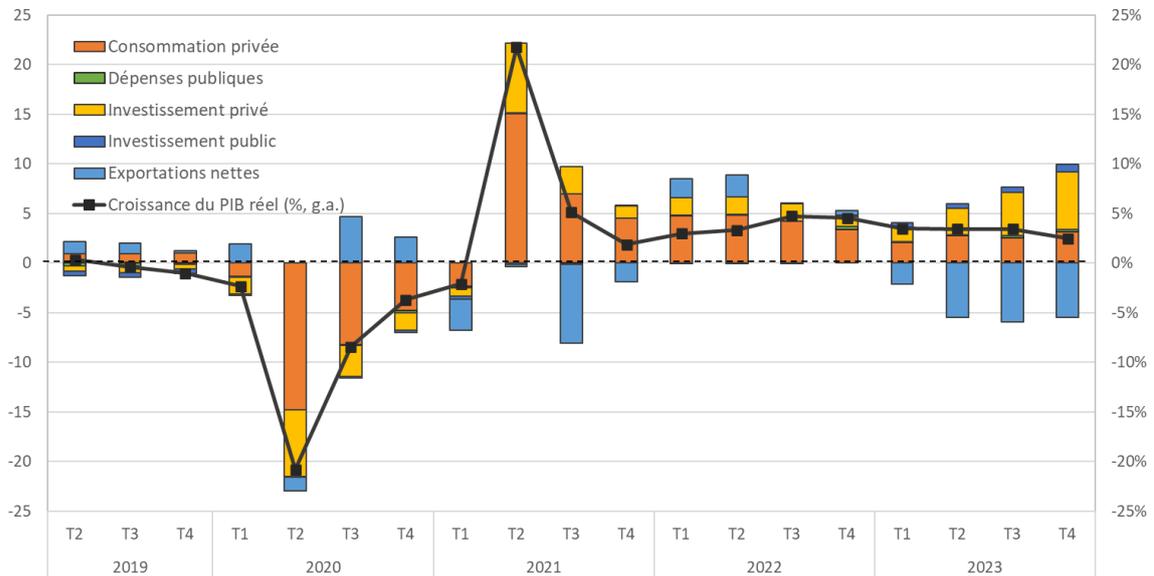
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

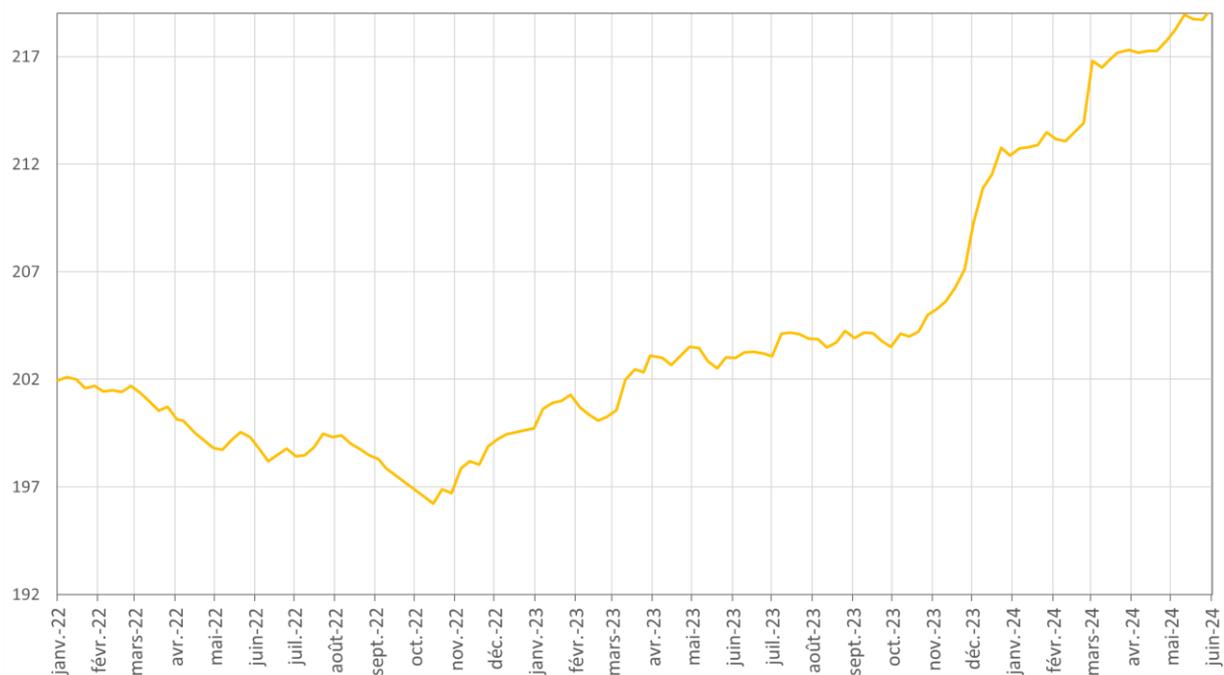
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr